



L'Allemagne à la veille des élections législatives

Les élections législatives auront lieu en septembre en Allemagne. Pour la quatrième fois, Angela Merkel brigue le mandat de chancelière. Sous sa conduite, l'Allemagne a regagné le statut de grande puissance internationale. Mais derrière les succès du "modèle allemand", subsistent aussi beaucoup de questions et de laissés pour compte. Reportage en 5 parties.

1/5 ➤ Derrière le "modèle" économique allemand, des milliers de précaires

2/5 ➤ Wolfgang Streeck: Merkel est une "politicienne Téflon"

3/5 ➤

4/5 ➤

5/5 ➤

1/5 ➤ Derrière le "modèle" économique allemand, des milliers de précaires

Douze ans après la mise en place des réformes "Hartz", l'économie allemande affiche certes le plus bas taux de chômage de la zone euro. Mais elle compte aussi une proportion croissante d'emplois à temps partiel et sous-payés. Reportage à Bochum, dans la Ruhr, où la désindustrialisation se conjugue à la dérégulation.

Bochum (Allemagne), envoyée spéciale.–

"Nous vous remercions pour votre candidature mais pour le moment, tous nos postes sont occupés."



Jozef Klaczor fait partie des nombreux "Hartz IV" de Bochum © AP

Combien de fois Jozef a-t-il reçu ce type de réponse ? Dix, vingt... ? "Au moins une cinquantaine", estime ce chômeur de Bochum, ancien fleuron industriel de la Ruhr, dans l'ouest de l'Allemagne. À 57 ans, pour continuer à avoir droit à sa mince allocation chômage de 409 euros par mois, Jozef Klaczor est obligé d'envoyer au moins une candidature par semaine à une entreprise afin d'attester la réalité de sa recherche d'emploi.

Comme tous les "Hartz IV" – du nom de la loi passée en 2005 qui a sévèrement durci les conditions d'indemnisation des chômeurs en Allemagne –, s'il ne s'acquitte pas de cette obligation, il court le risque de voir son allocation amputée. C'est d'ailleurs ce qui lui est arrivé, un mois où il n'avait envoyé que trois candidatures au lieu de quatre. Tout un trimestre ensuite à tirer le diable par la queue avec une allocation minorée de 30 %... C'est ce qui arrive, aussi, quand on ne se présente pas à un rendez-vous fixé par le "Jobcenter" (en anglais dans le texte), l'office allemand chargé des chômeurs de longue durée. Et si les manquements sont répétés, au bout, c'est la suppression complète de l'allocation.

"C'est absurde, à mon âge, c'est certain que je ne vais pas retrouver de travail. Pourquoi faire semblant ? Pourquoi s'efforcer d'envoyer des lettres quand on connaît d'avance la réponse ? Ce que les entreprises veulent, ce sont des jeunes et de l'expérience. Dans le secteur du transport routier où j'ai essayé de me reconvertir en passant le permis poids lourds, c'est complètement bouché. J'ai un ami qui, même avec quinze ans d'expérience, ne trouve pas de boulot... Alors comment pourrais-je en trouver, moi ?"

Jozef a fait tout un tas de métiers dans sa vie. Mineur jusque dans les années 1990 dans sa Pologne natale, il a pris la route de l'Allemagne quand les mines silésiennes ont commencé à fermer. Il travaille alors sur les chantiers, gagne "4 000 euros par mois" en travaillant sans compter ses heures, "samedi compris". Le tournant arrive au milieu des années 2000 : l'activité dans la construction se

raréfié, Jozef bascule vers la manutention. Puis, plus de travail. Et la spirale commence : les rendez-vous au Jobcenter passent et se ressemblent, l'ennui devient envahissant, l'isolement insoutenable.

"Ce qui est terrible, c'est de passer ses journées à ne rien faire, devant la télévision, sans contact avec le monde extérieur", raconte cet homme qui, la cinquantaine passée, a dû se tourner vers sa mère restée en Pologne pour pouvoir subvenir à ses besoins.

La situation est telle que cet homme élégant et volubile devient rapidement le client idéal du Jobcenter : il est prêt à accepter n'importe quelle proposition de "minijob", ces quelques heures de travail payées 1,5 euro en complément de l'allocation chômage. Depuis quelques mois, il travaille ainsi pour une compagnie de bus qui achemine des personnes handicapées matin et après-midi. Avec seulement vingt heures par semaine et des horaires éclatés rendant impossible un deuxième boulot, ce n'est certes pas la panacée...

"Mais pour moi, c'est tellement important d'être en contact avec les gens, de se sentir utile ! Je ne veux pas finir alcoolique comme de nombreux chômeurs que je vois autour de moi."

Ramona Klein a elle aussi accepté un "minijob" pour cesser de tourner en rond chez elle. À trente ans, après une formation de vendeuse et une autre de secrétaire, elle n'a jamais réussi à trouver mieux que des CDD de trois ou quatre mois.

"À chaque fois, on me reprochait mon manque d'expérience", dit-elle. Un cercle vicieux qui a fini par l'enfermer dans un chômage de longue durée : elle a passé ces six dernières années sans trouver le moindre travail. "Je ne veux même pas en parler", soupire la jeune femme, qui habite encore chez sa mère faute de pouvoir se payer un loyer.



Le Jobcenter de Bochum © AP

Quand le Jobcenter de Bochum lui a proposé, il y a quelques semaines, un contrat de 84 heures par mois pour aider à servir les petits déjeuners dans un foyer pour retraités de Caritas, Ramona n'a pas hésité une seconde.

"Je gagne avec ce boulot 120 euros, qui s'ajoutent à mon allocation de 409 euros. Ce n'est pas un vrai travail et j'ai toujours du mal à m'en sortir au quotidien, mais pour l'administration, je suis sortie des statistiques des chômeurs..."

Lorsque Gerhard Schröder, alors chancelier, engage les réformes Hartz en 2005 dans le cadre d'un vaste chantier de réformes intitulé "Agenda 2010", le taux de chômage allemand approchait les 10 %. Aujourd'hui, il est à 5,6 %, le plus bas niveau de la zone euro, et début juin, pour la première fois depuis la réunification, le nombre de chômeurs est tombé au-dessous de 2,5 millions. Arrêt de l'indemnisation du chômage (65 % du dernier salaire) au bout de douze mois, allocation égale pour tous au-delà, création de "minijobs" en complément des allocations... Les lois Hartz, se targuent les rares politiciens qui les défendent encore, auraient relancé la machine de l'emploi outre-Rhin. Faux, rétorquent les économistes : l'Allemagne a surtout bénéficié, à partir de la crise financière de 2008, d'une étonnante conjoncture. Son important marché intérieur et la flexibilité de ses grandes

entreprises – qui ont ralenti leur activité sans toutefois procéder à des baisses de salaires ni à des licenciements – lui ont permis d’amortir les soubresauts de l’économie mondiale. Sans compter la politique de l’euro, très favorable à l’Allemagne. La baisse du chômage ne doit rien aux réformes menées par Schröder, explique ainsi le chercheur Wolfgang Streeck, directeur émérite de l’institut Max-Planck pour l’étude des sociétés, à Cologne.

"Les lois Hartz étaient en réalité une opération purement budgétaire : le but était d'économiser sur l'assistance sociale et sur les indemnités chômage. Cela n'a rien à voir avec le marché du travail."

► lire notre entretien dans le deuxième volet de cette série

Ce que cache en outre ce taux de chômage à faire pâlir d’envie nombre de pays européens, c’est le recours massif au temps partiel et aux contrats précaires.

"L'économie allemande aujourd'hui, c'est une logique de RTT généralisée par le bas, avec la démultiplication de très petits contrats mais nullement une baisse du nombre d'heures pour les gens qui travaillent beaucoup", explique Hadrien Clouet, dont la thèse en cours porte sur une approche comparée du sous-emploi en France et en Allemagne. "Il y a une dualité très forte sur le marché du travail allemand, entre un emploi majoritairement masculin, protégé, des hauts salaires et des droits étendus ; et un emploi majoritairement féminin, à temps partiel, précarisé. Ces inégalités se sont accrues ces dernières années."

Des chômeurs devenus "assistés sociaux"

Bochum est particulièrement représentatif de cette dynamique inégalitaire. Ici, au cœur d’une Ruhr qui fut terre de charbon puis poumon de la production industrielle allemande, les grandes entreprises sont parties ces dernières années, tout comme les mines avaient fermé quatre décennies plus tôt. Nokia a déserté les lieux en 2008, Opel a arrêté sa chaîne de production fin 2014. Rien que cela, avec toutes les entreprises qui gravitaient autour, c’est un bassin de 50 000 emplois qui a disparu, estime la députée Die Linke (gauche) de la circonscription, Sevim Dagdelen. Laquelle souligne au passage que Nokia faisait 17 % de bénéfices quand elle a décidé de délocaliser en Roumanie...

"Aujourd'hui, le taux de pauvreté à Bochum est de 18,7 %. Ce n'est plus une politique sociale que nous avons dans la Ruhr, mais une politique de pauvreté, dénonce la parlementaire (que Mediapart avait également interviewée au sujet des relations Allemagne-Turquie). On compte une expulsion de logement tous les deux jours. Les SDF sont de plus en plus nombreux. Dans un pays aussi riche que l'Allemagne, c'est un comble."

La production automobile allemande est désormais resserrée autour de quelques grands sites, qui réalisent conception et assemblage tandis que les pièces sont fabriquées en Pologne, République tchèque, Slovaquie. Les nouveaux investisseurs ne prennent pas le chemin de Bochum ; le taux de chômage y reste supérieur à la moyenne nationale. Dans cette ville de quelque 380 000 habitants, environ 40 000 foyers vivent aujourd’hui sous le seuil de pauvreté.



Le principal site de production d'Opel à Bochum, aujourd'hui © AP

"Le premier facteur de risque de se retrouver "Hartz IV" est le manque de diplômes : 75 % de nos allocataires n'ont aucune qualification," explique Franck Böttcher, le directeur du Jobcenter de Bochum. "Le marché du travail ici ne peut plus absorber cette main-d'œuvre. Aujourd'hui, 85 % des salariés

de la ville sont des travailleurs qualifiés."

Bochum, poursuit le fonctionnaire, se caractérise désormais par un chômage structurel de longue durée qui touche la moitié des plus de 18 000 chômeurs que compte la ville.

"Depuis le jour où elles ont perdu leur emploi, ces personnes n'ont jamais retrouvé une activité. C'est préoccupant."

Franck Böttcher pense que les réformes Hartz ont permis de ramener des chômeurs vers le monde du travail mais il est bien en peine, au bout du compte, de défendre ce système pour lequel il travaille. **Il reconnaît que la quantité de travail n'a pas augmenté ces dernières années dans l'économie allemande**, que seuls des emplois à temps partiel se sont développés. Et que le passage de l'indemnisation chômage à l'allocation Hartz IV est extrêmement brutal, entraînant pour les personnes concernées une chute de revenu considérable.

"Les réformes Hartz ont été dévastatrices en termes de pauvreté", insiste Hadrien Clouet. "On est passé d'une logique d'assurance à une logique d'assistance généralisée. Les chômeurs Hartz IV ne sont plus des ayants droit mais des bénéficiaires de la charité publique ; autrement dit des assistés sociaux."

Des assistés sociaux pour qui il est extrêmement difficile, voire impossible, de réintégrer le monde du travail à plein temps.

Ralf Lang en sait quelque chose. Cet homme de 58 ans a passé cinq années comme Hartz IV. Il fait partie de cette catégorie de gens diplômés également touchés par l'appauvrissement généralisé. Lucide et posé, il raconte son parcours, ses tentatives de reconversion, ses échecs, ses efforts pour ne pas se laisser enfermer dans la catégorie des Hartz IV.

"Au bout d'un moment, votre vie sociale s'appauvrit. Vous finissez par ne plus voir que des gens comme vous. Vous n'allez plus au cinéma, vous priez pour que votre frigo ne tombe pas en panne, vous ne vivez plus qu'avec ce que vous avez déjà..."

Ralf finit par rebondir en s'engageant en politique. Aujourd'hui élu municipal à Bochum sous l'étiquette *Die Linke*, il s'en sort avec une indemnité d'élu de 1 000 euros par mois. Il ne cotise pas pour la retraite et doit s'acquitter lui-même de son assurance santé. Mais mieux vaut cela que revenir en arrière :

"Je suis soulagé de ne plus subir la pression du Jobcenter. Les employés exerçaient des contrôles permanents sur ma vie privée. Avoir une copine qui travaille, par exemple, vous empêchait de toucher l'allocation !"

Outre l'allocation égale pour tous de 409 euros, les *Hartz IV* ont droit théoriquement à une allocation logement ainsi qu'à une allocation couvrant les charges de leur appartement, et parfois même à d'autres prestations suivant leur situation familiale. Mais si l'on en croit Anton Hillebrand, juriste à la retraite, aujourd'hui à la tête d'une association de bénévoles à Bochum qui vient en aide aux bénéficiaires des aides sociales, les droits des chômeurs ne sont pas toujours respectés.

"Très souvent, les situations individuelles ne sont pas bien évaluées par le Jobcenter," explique cet homme, la main sur un pavé d'un millier de pages — le code allemand du travail social. "Les textes sont extrêmement complexes et les gens ne connaissent pas leurs droits. Depuis la création de notre association en 2006, environ 1 500 personnes sont venues nous voir. Nous avons réussi à faire réévaluer leurs allocations dans 60 % des cas."



À Bochum, le chômage de longue durée touche la moitié des chômeurs. © AP

Anton Hillebrand évoque le labyrinthe administratif dans lequel se perdent les allocataires, montre une armoire débordant de dossiers.

"Depuis 2005, le nombre de recours pour non-respect des droits sociaux a explosé en Allemagne. Les lois *Hartz* ne sont pas seulement un échec politique ; c'est un échec juridique. Je

ne comprends pas pourquoi les Allemands ne manifestent pas contre ce système."

Mais comment trouver le ressort pour protester lorsque son sort est suspendu à une maigre allocation et que le moindre écart peut conduire à sa réduction, voire sa suspension ?

Tanja Uhr, allocataire *Hartz IV* et mère célibataire de trois enfants, n'en veut pas particulièrement à l'administration. Elle trouve le personnel plutôt "compréhensif". Elle se sent simplement coincée. Depuis qu'elle est séparée de son mari, elle veut absolument trouver un emploi. Mais les horaires de l'école maternelle (le *Kindergarten*), où sa cadette va tous les matins de 8 h 30 à 11 h 30, l'empêchent de travailler, même à temps partiel. Pourtant elle est prête à accepter tout ce que le Jobcenter de Bochum lui propose : fabrication de sandwiches, petite main dans une usine de chocolat, ménage dans un hôtel... "À chaque fois, les horaires demandés sont impossibles pour moi." Elle attend avec impatience l'an prochain, quand sa fille aura cours l'après-midi. Alors, elle trouvera peut-être plus facilement du travail.

À Berlin, Gustav Horn, à la tête de l'IMK, l'Institut pour la macroéconomie et la recherche conjoncturelle, est très sceptique sur le bilan des réformes *Hartz*.

"Ce système pousse les chômeurs à retrouver très vite un emploi, quel que soit le niveau de salaire, afin de ne pas basculer dans la catégorie des *Hartz IV*. C'est un système qui repose sur la peur et la pression. Tout cela n'est pas sans répercussion politique. Il y a aujourd'hui énormément de frustration accumulée dans la société allemande, même si elle ne s'exprime pas dans la rue comme dans d'autres pays. Il faut sans doute voir dans la montée du populisme d'extrême droite le résultat de cet agenda 2010."

L'AFD (*Alternative für Deutschland*), parti nationaliste et europhobe, est parvenu ces dernières années à se faire élire à la plupart des parlements régionaux de la République fédérale. En septembre, il pourrait faire sa première entrée au Bundestag.

Lire aussi

- ["La fracture sociale en Allemagne? Une catastrophe dont on parle trop peu"](#) Par [Thomas Schnee](#)
- [En Allemagne, le nouveau salaire minimum est mité de toutes parts](#) Par [Thomas Schnee](#)
- [L'ode de François Hollande à Gerhard Schröder](#) Par [Lénaïg Bredoux](#)

[Retour au menu](#)

2/5 ➤ Wolfgang Streeck: Merkel est une "politicienne Téflon"

Contrairement à ce que l'on entend souvent, le succès de l'économie allemande ne doit rien aux réformes mises en place dans les années 2000. Dans un entretien à Mediapart, l'économiste iconoclaste Wolfgang Streeck décortique le "modèle" allemand... et analyse la longévité politique d'Angela Merkel.



Cologne (Allemagne), de notre envoyée spéciale.-

Le sociologue et économiste Wolfgang Streeck, à Cologne. © AP

Wolfgang Streeck est une personnalité un peu à part en Allemagne. Auteur de plusieurs essais d'analyse sociétale et économique, il prône la fin de la monnaie unique européenne et a déjà annoncé la mort programmée du capitalisme. Nous le rencontrons à l'Institut Max-Planck pour l'étude des sociétés, à Cologne où il enseigne. Entretien.

Selon vous, sur quoi repose ce que l'on appelle aujourd'hui le "deuxième miracle économique allemand" ?

► *Wolfgang Streeck* : C'est peut-être le deuxième, voire le troisième... Je pense que la raison principale de ce "miracle" est la politique monétaire européenne. Nous nous trouvons en fait dans le pôle de prospérité de la zone euro. La zone euro éprouve peut-être toutes sortes de problèmes économiques, mais dans une telle économie intégrée, il y a toujours un endroit où tout est concentré. Et l'Allemagne a la chance d'être aujourd'hui, pour la zone de la politique monétaire européenne, ce que le Bade-Württemberg, c'est-à-dire la région de Stuttgart, était pour l'Allemagne dans les années 1990. On avait à l'époque un très fort taux de chômage, on avait tout un tas de problèmes, mais à Stuttgart et dans ses alentours, le chômage n'était que de 0,5 % et les salaires étaient en hausse.

Dans un sens, vous pouvez regarder la zone euro comme un pays. Un pays avec une économie intégrée, dans lequel les disparités régionales s'accroissent — de la même manière qu'en France, d'ailleurs — entre des zones prospères et d'autres pauvres. Mais l'État français a encore la capacité de redistribuer les ressources et de mener des politiques régionales, même s'il n'y parvient pas complètement. Tandis que pour la zone euro, il n'existe pas du tout de gouvernement. Le contraste énorme qui existait en Allemagne entre Stuttgart et le Mecklembourg-Poméranie (nord-est), par exemple, a été en grande partie résorbé par la politique du gouvernement fédéral, qui envoie pratiquement 4 % du PIB

chaque année aux Länder de l'Est afin de ne pas creuser le différentiel de revenus. Dans la zone euro, tout cela n'existe pas !

Autre facteur d'explication de ce "miracle" : l'Allemagne est moins financiarisée que le reste du monde. Notre économie était, et reste, une économie industrielle. Ainsi, la crise du crédit ne nous a pas affectés comme elle a affecté d'autres pays. On a toujours Daimler, Audi, Volkswagen..., et tous ces gens extraordinaires qui continuent de construire des machines extraordinaires, et tous ces clients qui continuent de vouloir ces machines ! Le made in Germany est toujours une référence pour le secteur automobile.

L'euro est par ailleurs extrêmement bénéfique à cette économie industrielle. Car le rêve de la politique économique allemande, depuis le milieu du XIX^e siècle, c'est d'avoir un marché international très étendu afin d'écouler ses produits industriels sans qu'il y ait dévaluation de sa monnaie. Et dans le même temps, d'avoir un marché captif pour les matières premières. Or aujourd'hui, l'Union européenne, c'est précisément cela !

L'impérialisme allemand, surtout après la République de Weimar, consistait à conquérir une zone assez grande pour écouler les biens allemands. Aujourd'hui, on n'a même plus besoin de cela : il y a l'Union monétaire. C'est elle qui nous permet de conserver notre secteur industriel surdimensionné. Il ne s'agit pas seulement de pouvoir vendre des Volkswagen dans toute l'Europe. Il y a un effet additionnel : comme les autres pays européens, telles la France ou l'Italie, sont économiquement faibles, l'euro a perdu de sa valeur. Si nous devions travailler avec notre propre monnaie, une monnaie qui ne vaudrait par exemple que pour l'Allemagne, les Pays-Bas et l'Autriche, ce serait infiniment plus difficile car nous ne pourrions pas vendre bon marché. C'est pourquoi les Allemands sont si attachés à l'euro !

Enfin, cela paraît plus difficile pour les Allemands de quitter l'euro que pour les Grecs...

► Les Allemands n'ont jamais voulu d'éclatement de la zone euro. Les Allemands vont se battre pour l'euro jusqu'à leur dernier souffle ; pour eux, c'est la dernière chose importante qu'il faut conserver. C'est pourquoi ils étaient si effrayés, pendant la campagne présidentielle, par les candidatures de Le Pen ou Mélenchon.

Si l'euro disparaissait, les Allemands devraient subir une crise très sévère. Cela dit, je reste fondamentalement opposé à la monnaie unique car je pense que sur le long terme, tout le monde en Europe va se mettre à haïr les Allemands. Or je me sens profondément cosmopolite dans mon cœur et je veux être heureux avec mes voisins. En ce sens, l'euro est un désastre complet pour l'Allemagne.

Les réformes Hartz n'ont "rien à voir" avec le succès économique allemand

Les réformes Hartz de 2005, qui ont modifié en profondeur le système d'assurance-chômage, n'ont donc rien à voir avec les succès de l'économie allemande ?

► Non, c'est une stupidité absolue que de le croire. C'est une invention des élites d'autres pays, françaises et italiennes en particulier. L'Allemagne irait bien aujourd'hui parce qu'elle a réussi à mener ces réformes il y a douze ans... On diffuse ce mythe afin de favoriser les réformes de libéralisation du marché du travail type Macron ou Renzi. C'est un mensonge complet.

Notre prospérité dépend en réalité des grandes entreprises de métallurgie. Or pas un ouvrier de ces entreprises ne connaît un niveau de salaire qui aurait été affecté par les réformes Hartz : leur rémunération reste très élevée ! Les réformes Hartz étaient une opération budgétaire : il s'agissait d'économiser sur l'assistance sociale et sur les indemnités chômage. Elles ne touchaient pas au marché du travail – à l'exception d'une petite mesure, celle sur le travail intérimaire qui a permis à des salariées se retrouvant au chômage technique d'aller travailler dans une autre entreprise. Ces réformes n'avaient rien à voir avec la sécurité de l'emploi ou la facilitation des licenciements.

Quel a été, en fin de compte, l'impact de ces réformes

► Cela a permis de couper dans les dépenses publiques consacrées à l'assistance sociale. Cela a amélioré les statistiques du chômage. Et sur le marché du travail, une pression s'est exercée vers le bas sur des salaires qui étaient déjà en bas de l'échelle.

On en arrive au point, aujourd'hui, où des gens gagnent moins que l'allocation minimale de Hartz IV. Ils peuvent alors demander une allocation complémentaire auprès de l'État. Il semble que cela résulte d'un accord entre employeur et employé : le gouvernement se substitue à des bas salaires et les employeurs font plus de profit.

Les réformes Hartz n'ont rien à voir avec la supériorité de l'économie allemande, qui dominait déjà l'économie européenne dans les années 1980. C'est d'ailleurs cette période que je qualifierais de second miracle économique allemand, tandis que le premier s'est déroulé dans les années 1950.

Certes, après cela il y a eu la réunification, qui a lourdement pesé sur notre économie. Mais si l'économie allemande n'avait pas été si forte en 1989, elle n'aurait jamais pu absorber la RDA en un temps aussi court. Nous avons réalisé cette union monétaire dans laquelle nous avons transféré notre deutsche Mark à 1=1 avec l'Allemagne de l'Est, puis nous avons eu 20 % de chômage dans les Länder de l'Est, dans les années 1990. Mais comme nous avons un gouvernement fédéral capable de transférer des régions riches aux régions pauvres du pays, cette réunification n'est pas devenue un fiasco politique.

L'introduction du salaire minimum par le gouvernement sortant a-t-elle changé quelque chose pour l'économie allemande ?

► Oui, cela a eu un effet sur le bas de l'échelle des salaires. Mais pas dans les secteurs forts de l'économie. C'est la seule bonne chose faite par ce gouvernement, il faut l'admettre : cela faisait longtemps qu'on avait besoin d'une telle mesure. D'autant qu'on pouvait se le permettre ! Si nous avons si peu de conflits sociaux visibles dans ce pays, c'est parce que nous avons énormément d'argent... Cette année, rien que dans le budget fédéral, nous payons 50 milliards d'euros pour les réfugiés. Et une autre enveloppe de 50 milliards est prévue pour l'année prochaine. Ce sont des sommes énormes. Mais l'argent est là ! Dans un autre pays, les gens seraient descendus dans la rue pour protester. Un exemple : pour un réfugié mineur non accompagné, la somme dévolue à son séjour s'élève à 63 000 euros par an. Or il y en a 62 000 dans le pays. Ce qui nous amène à 4 milliards d'euros, rien que pour les mineurs non accompagnés.

Si l'on fait un rapide calcul, on voit que cette somme consacrée à une année de séjour d'un mineur non accompagné est l'équivalent de plus de quatre fois ce qu'une famille de quatre personnes reçoit comme assistance sociale dans le système Hartz IV.

Ce genre de comparaison ne risque-t-elle pas de susciter des tensions ? L'aide aux réfugiés est-elle contestée ?

► Elle le serait... si nous n'avions pas autant d'argent ! Les médias eux-mêmes ne sont pas allés chercher ces chiffres. Ce pays est complètement domestiqué par Mme Merkel. Personne n'ose dire quoi que ce soit de mauvais contre elle. Elle va être réélue par ceux qui sont contre les réfugiés et elle va être réélue par ceux qui sont pour les réfugiés. Elle va réussir à être réélue pour des raisons complètement opposées, par des gens complètement différents.

Angela Merkel a de fortes chances d'enchaîner un quatrième mandat à la tête du gouvernement allemand... quand ailleurs en Europe, les Français ont complètement transformé leur échiquier politique, les Britanniques sont entrés dans une période de forte instabilité et d'autres balaient leurs dirigeants. Comment expliquez-vous cette longévité particulière de la chancelière allemande ?

► En réalité, il y a un point commun entre ces différents pays : dans toute l'Europe, le système traditionnel des partis politiques se désintègre. Cela vaut aussi pour l'Allemagne, et la longévité d'Angela Merkel en est un indicateur : il n'y a personne qui puisse lui faire concurrence au sein la CDU. Personne. Quant au SPD... Souvenez-vous quand Sigmar Gabriel a laissé tombé la présidence du parti, que Martin Schulz est arrivé, et du processus stalinien auquel nous avons eu droit pour finir sur une élection de Schulz avec 100 % des voix ! C'est du jamais vu. Ce résultat montre le niveau de détérioration du parti.

La longévité d'Angela Merkel est due à l'affaiblissement des partis politiques, à la fin des idéologies. Merkel peut prendre n'importe quelle position : elle a une technique qui fait que personne ne peut s'élever contre elle. Vous souvenez-vous par exemple qu'elle était la chancelière de l'atome ? Avant son arrivée au pouvoir, le gouvernement SPD-Verts avait fait passer une loi pour mettre fin à l'énergie nucléaire. Une fois à la chancellerie, Merkel a fait changer cette loi, rallongeant la période de fonctionnement des centrales allemandes. Puis, c'est l'explosion de Fukushima. Elle dit alors : "Dans deux semaines, nous fermons nos centrales." Et ça marche ! Elle réussit à gagner en popularité ! Personne n'a cherché à contester sa décision.

C'est du pragmatisme ?

► Je ne la qualifierais pas de pragmatique. C'est une politicienne extraordinairement opportuniste, qui arrive à faire un nombre incroyable de choses sans fâcher les gens. On l'a bien vu lors de la crise des réfugiés. Au début, il y avait une forme d'euphorie, puis sont arrivés les événements du nouvel an à Cologne et Merkel a complètement changé son fusil d'épaule. Aujourd'hui, ceux qui sont en faveur des réfugiés vont voter pour elle car ils se souviennent comment elle a ouvert les frontières ; ceux qui sont contre les réfugiés vont aussi voter pour elle car ils se souviennent comment elle les a fermées !

C'est étonnant la manière dont elle arrive à faire ça. Cela dit beaucoup de notre système politique, de son degré de détérioration. Car on pourrait penser qu'il y a un parti d'opposition au Parlement, qu'il pourrait poser des questions... Mais ni sur le nucléaire, ni sur les réfugiés, l'opposition ne s'est mobilisée. Merkel est une politicienne extraordinaire dans le sens où elle est capable de faire les pires choses sans faire de mal. C'est du Téflon. Une politicienne Téflon !

Et avec ses partenaires européens ? Pensez-vous qu'elle agit de la même manière ?

► La réalité, c'est qu'Angela Merkel est complètement dopée à l'argent. Avec une économie allemande si riche, elle ne peut qu'être confiante en elle lorsqu'elle se rend aux sommets et réunions européens. Tous les autres sont malades ! Ce n'est pas difficile d'être bon dans cette configuration.

Croyez-vous qu'avec un tandem Macron-Merkel, la politique européenne puisse s'infléchir en matière d'austérité ? Est-ce que l'allègement de la dette grecque tant de fois promis pourrait se concrétiser ?

► Non, impossible. À vrai dire, je pense que l'on se trompe de question. La question n'est pas si l'on peut réaliser un haircut sur la dette grecque : cette dette n'est pas si importante. En chiffres absolus, c'est une somme modeste, désormais détenue par des institutions publiques. Les banques françaises s'en sont débarrassées — c'était une

concession faite par Merkel à Sarkozy —, un effacement de la dette est donc en théorie possible. Mais cela ne changerait rien pour les Grecs. Puisque, de toute façon, le remboursement de la dette proprement dite a été repoussé à environ cinquante ans. Personne n'est capable de dire ce qui se passera dans cinquante ans ! C'est comme si cette dette n'existait déjà plus.

Le vrai problème, c'est la dette italienne. Si vous annulez la dette grecque, les Italiens vont demander à leur tour un effacement... Or, là, les sommes sont colossales. Les Français n'ayant pas d'argent, ce serait aux Allemands de payer. C'est électoralement et économiquement impossible. C'est pourquoi Berlin continue d'imposer l'austérité aux Grecs, tandis qu'il fait, dans le même temps, certaines choses sous la table pour les aider à survivre.

Pour les Français, la question est en réalité : peut-on amener les Allemands à prendre quelques mesures supplémentaires afin de maintenir le gouvernement italien au pouvoir, ainsi que le gouvernement espagnol et le gouvernement français lui-même ? C'est ainsi que je vois la proposition de Macron de création d'un parlement de la zone euro, d'un ministre des finances de la zone euro, d'une assurance-chômage européenne, etc. Rien de tout cela n'est réaliste : on peut avoir un ministre des finances de la zone euro — les Allemands y sont aussi favorables — mais Berlin veut un ministre dont le rôle sera de s'assurer qu'aucun pays ne commet de déficit de plus de 3 % ! Alors que pour le président français, l'idée est que les Allemands injectent de l'argent dans un budget pour mettre en place de grands projets d'investissement en dehors de chez eux. Si les Français avaient l'argent pour investir dans leur pays, ils n'auraient pas besoin d'un ministre des finances de la zone euro.

Je pense surtout que nous allons voir beaucoup de fumée... Et qu'à la fin du mandat de Macron, ce sera la pagaille complète. Dans les propos qu'il tient, je ne vois rien de concret qui aille au-delà du symbolique.

Lire aussi

- Derrière le "modèle" économique allemand, des milliers de précaires, Amélie Poinssot
- Le mythe du succès des réformes sociales en Allemagne, Romaric Godin
- Wolfgang Streeck, pour résister à ce capitalisme postdémocratique, Antoine Perraud
- En Allemagne, le nouveau salaire minimum est mité de toutes parts, Thomas Schnee
- La dette de la Grèce reste entière, martine orange
- Italie: le sauvetage de deux banques montre les limites de l'Union bancaire, martine orange

Retour au menu